

LES ÉVÈNEMENTS DE L'ÉTÉ 1914 VUS PAR L'ATTACHÉ MILITAIRE FRANÇAIS À VIENNE

Introduction

La crise de l'été 1914 est sans aucun doute un des évènements majeur du XXe siècle. Un siècle plus tard nous avons la chance, si j'ose dire, de connaître la suite des évènements. Ce n'était bien sûr pas le cas des protagonistes de la crise. Parmi ceux-ci les attachés militaires¹ dans les ambassades jouèrent un rôle clé en renseignant leur pays sur les acteurs, les évènements, la situation ambiante...

Aussi nous a-t-il paru pertinent d'étudier, au travers des dépêches, notes, télégrammes adressées à Paris par le lieutenant-colonel (lcl) Hallier, attaché militaire français auprès de l'empire austro-hongrois, comment ce dernier a réagit et perçu cette crise majeure. L'a-t-il vu venir, a-t-il compris ce qui se passait, ses comptes-rendus à Paris étaient-ils exagérés, réalistes, pessimistes, optimistes... Nous savons que le général Joffre les a consultés, mais aussi le ministre de la Guerre. Ils ont donc contribué à forger l'analyse des dirigeants français.

Nous présenterons d'abord dans une première partie la perception par les attachés militaires français de la situation de l'Autriche-Hongrie, et en particulier de ses relations extérieures et de son armée, jusqu'en juin 1914 inclus. Puis dans une deuxième partie nous analyserons les réactions à l'attentat de Sarajevo. Enfin, dans une troisième partie les télégrammes échangés lors de l'emballement des évènements fin juillet et début août seront étudiés.

La perception de l'Autriche-Hongrie par les attachés militaires français jusqu'en juin 1914

Quinze attachés militaires se succèdent en Autriche-Hongrie de 1870 à 1914.² Ces officiers rendent compte au ministre de la Guerre, en fait au 2^e bureau de l'état-major de l'armée chargé des renseignements, par le truchement de notes et de lettres, très nombreuses, dont ils ont l'initiative. En effet, il ne se passe pas une semaine sans qu'un ou plusieurs courriers partent de Vienne pour Paris. A de rares occasions, les attachés militaires répondent à des questions posées par l'état-major de l'armée. Ce ne sont pas des espions, aussi obtiennent-ils leurs renseignements par des sources que nous qualifierions aujourd'hui d'ouvertes (journaux, presse spécialisée, rendez-vous à l'état-major, participation à des manœuvres, etc).

¹ La création des attachés militaires date seulement de 1860.

² Les séjours sont de trois ans en moyenne, mais un attaché militaire restera en fonction sept ans. Fin 1908, le commandant Girodon, en poste à Vienne depuis 1904, cède sa place au capitaine Levesque qui ne restera que deux ans. Il sera remplacé par le lieutenant-colonel (lcl) Hallier qui demeurera dans la capitale austro-hongroise jusqu'à l'été 1914.

Si depuis leur création, leur mission se limite au domaine militaire, ils ne se privent pas de donner leur avis sur la situation politique et internationale, ce dont les historiens doivent les remercier.

Ce poste de Vienne est un des plus prestigieux, « un observatoire de choix pour étudier non seulement la monarchie des Habsbourg mais aussi toute l'Europe centrale et balkanique ». ³ Hallier comme ses prédécesseurs est parfaitement inséré dans la société viennoise, invitée à toutes les cérémonies durant lesquelles il lui arrive d'échanger quelques paroles avec l'empereur François-Joseph. Il a ses entrées à l'état-major de l'armée impériale et royale, connaît nombre de généraux. En outre, les consulats français de l'empire, notamment ceux de Budapest et de Prague, lui transmettent tous les renseignements militaires qu'ils obtiennent.

Leur fonction, leur tropisme bien naturel les amène à s'intéresser particulièrement à l'armée austro-hongroise, surtout à l'armée de terre, et à la politique étrangère de la double-monarchie, mais pas seulement.

L'intérêt de présenter leurs points de vue au travers de ces textes inédits, réside dans le fait qu'ils permettent d'appréhender parfaitement la vision de l'Autriche-Hongrie qui était transmise à l'état-major à Paris.

Ces attachés militaires français successifs apprécient tous le charme, l'attrait, la qualité des paysages, la diversité des habitants de l'Empire et leurs coutumes. En outre, ils observent le renouveau intellectuel, culturel et artistique qui se développe dans pratiquement tous les domaines, et assure à l'Autriche-Hongrie un puissant rayonnement international. Ce qui ne veut pas dire qu'ils font abstraction de sens critique.

L'Empereur François-Joseph, très âgé, est perçu à juste titre comme débonnaire, et non comme un monarque autoritaire. « Premier bureaucrate de l'Empire » comme il se qualifie lui-même, il aime l'ordre. Aussi des lois et des décrets règlent la vie quotidienne des sujets de l'Empire, avec d'ailleurs beaucoup d'empirisme et de pragmatisme. Le commandant Girodon en pointe toutefois les limites : « L'Autriche-Hongrie est la patrie des atermoiements, des cotes mal taillées, des solutions boiteuses ; le grand âge du souverain, chef suprême et absolu de l'armée, son énergie affaiblie, sont une raison de plus qui pousse à l'ajournement des difficultés ». ⁴

Les rapports des attachés militaires abordent assez souvent la personnalité et le rôle de l'archiduc héritier François-Ferdinand. Ce dernier est perçu comme prenant au fil des ans de plus en plus d'importance, la modernisation de l'armée étant portée à son crédit. Mais il est aussi perçu comme inféodé à l'Allemagne, donc à l'ennemi potentiel.

En fait, Hallier n'a pas percé à cette époque le jeu subtil de l'archiduc, à la fois bien plus complexe et ambitieux qu'un simple alignement sur la politique allemande. ⁵ Lorsque Conrad propose de déclencher une guerre préventive pour éliminer le danger Serbe qui ne cesse d'augmenter, François-Joseph et François-Ferdinand refusent. Ce dernier s'en ouvre à son beau-frère Albert de Wurtemberg : « Prenons l'hypothèse que personne ne nous

³ Sarmant 2002. p. 32.

⁴ SHD/GR 7N1130, Rapport annuel sur l'état de l'armée austro-hongroise, 11 janvier 1908. p. 4.

⁵ L'archiduc au fort caractère mais très intelligent, contrairement à une légende tenace, a des objectifs précis, et souhaite, à son avènement, modifier le système dualiste en vigueur pour le transformer en modèle fédéral, seule façon selon lui de faire perdurer l'Empire. Car le blocage institutionnel risque selon lui de conduire d'abord à des situations de plus en plus conflictuelles à l'intérieur de la double monarchie, puis à son éclatement.

mette de bâtons dans les roues, que nous puissions en finir avec la Serbie en toute tranquillité, que gagnerions-nous ? Un ramassis de voleurs et d'assassins, un tas de gredins et quelques pruniers. Encore plus de valetaille, la perte de tant et tant de soldats et quelques milliards de dettes. Et en plus, c'est invraisemblable qu'on nous laisse faire »⁶ L'Archiduc voudrait au contraire ressusciter une alliance austro-russe, mais le vieil empereur la croit désormais impossible.

A de nombreuses reprises, les attachés militaires successifs signalent, pour ne pas dire déplorent, les frictions constantes entre Hongrois et Autrichiens, qui se terminent souvent, et ils le regrettent, à l'avantage des premiers. De toute évidence, les officiers français en poste à Vienne ont identifiés une des causes majeures de la faiblesse de l'Empire, à savoir un régime constitutionnel bancal.⁷

Plus généralement, les attachés militaires français abordent dans leurs rapports les relations de l'Autriche-Hongrie avec tous ses voisins. Ils signalent qu'après les deux guerres balkaniques, la double monarchie ressent cruellement son isolement et redoute de plus en plus la Russie.

L'empire des Tsars fait en effet peur, très peur : « Les dispositions militaires nouvelles de la Russie – dispositions, soit en cours d'exécution, soit en projet, inquiètent l'Autriche-Hongrie et donnent lieu dans la presse à de nombreux articles sur la situation et la course aux armements, lutte dans laquelle l'Autriche, jalouse des progrès de la France et de la Russie avoue également son impuissance et son infériorité...

L'effort donné par l'Autriche pendant la crise balkanique l'a épuisée, et par tous les moyens aujourd'hui, elle cherche à éviter le retour de semblables moments, se sentant incapable de nouveaux sacrifices...

Les milieux militaires et la presse estiment aujourd'hui que ces mesures [nda : prises par les Russes] correspondent non pas à un but purement défensif mais bien plutôt à une idée agressive.

Si l'on considère d'autre part, les progrès des armées serbes, les efforts de la diplomatie russe pour chercher à obtenir un rapprochement entre la Serbie et la Bulgarie, pour maintenir de bonnes relations avec la Roumanie et le Monténégro, il est facile de déduire et de comprendre le malaise qui règne à Vienne...

Les changements apportés dans la répartition des troupes, les travaux de chemins de fer stratégiques accéléreront la mobilisation et la concentration des armées et détruisent ainsi tous les plans de l'état-major autrichien qui pensait pouvoir faire face successivement aux dangers, qui, en cas de conflit européen, devaient le menacer sur les différentes frontières. Il se rend compte aujourd'hui que c'est sur toutes ces frontières, à la fois, qu'il lui faudra faire front »⁸.

⁶ Cité par *Thiériot* 2005. p. 279.

⁷ Les attachés militaires français résidant à Vienne sont forcément davantage influencés par le point de vue autrichien que Hongrois, voire par celui des autres nationalités (tchèques, croates, slovènes, slovaques, polonaises, etc). De surcroît, venant d'un pays centralisé comme la France, ils ne croient pas à l'efficacité d'un système fédéraliste poussé à ses extrémités.

⁸ SHD/GR 7N1132, Lettre de l'attaché militaire à Vienne au ministre de la Guerre, Armements de la Russie, impression à Vienne, 17 février 1914.

Un mois plus tard, Hallier revient sur les relations austro-russes et ne cache pas son pessimisme. « A l'heure présente, il n'est procédé, ni d'un côté, ni de l'autre, à des opérations militaires ayant un but prochain. Effectivement, on nous disait encore aujourd'hui, de bonne source anglaise, que l'Autriche-Hongrie

Traditionnellement, chaque début d'année, les attachés militaires français adressent un rapport de synthèse à Paris sur l'état de l'armée austro-hongroise. Ces textes qui permettent de suivre pas à pas son évolution sont précis et précieux, car l'armée impériale et royale communique sans beaucoup de restrictions. Remarquons en particulier que les officiers français en poste à Vienne connaissent et savent interpréter les nominations de généraux à des postes de responsabilité.

De 1910 à 1914, période durant laquelle « les états-majors généraux bruissaient de rumeurs non pas sur l'éventualité d'une guerre, mais sur son lieu et sa date, »⁹ Hallier explique que l'armée perfectionne son organisation et poursuit son programme d'équipement. L'instruction des officiers est renforcée, les limites d'âges de certains corps abaissées. « La discipline tout en étant paternelle est ferme et acceptée volontiers, la valeur morale des officiers comme de la troupe, on pourrait dire de la nation toute entière, a doublé depuis l'annexion de la Bosnie Herzégovine. Sous l'impulsion vigoureuse de son chef d'état-major, le général Conrad von Hötzendorf, appuyé par l'archiduc héritier, l'Armée austro-hongroise travaille avec régularité et sans relâche. »¹⁰

Six mois avant le déclenchement de la Grande Guerre, l'attaché militaire français constate que si les améliorations constatées dans l'armée de la double monarchie sont sans commune mesure avec le réarmement allemand et français, les progrès sont patents et constants, malgré des retards dans le domaine aéronautique. C'est sans aucun doute la crise balkanique qui a favorisé le vote de crédits qui faisaient défauts auparavant.

L'attentat de Sarajevo

Le 10 juin 1914, Hallier adresse à Paris un dossier argumenté concernant le budget de l'armée pour la période 1^{er} juillet 1914 – 30 juin 1915. Il signale qu'il est en nette augmentation dans tous les domaines, dans la lignée de ceux qui ont été votés précédemment. Le réarmement de l'Autriche-Hongrie se poursuit.

Une semaine plus tard, l'attaché militaire signale la tenue prochaine de grandes manœuvres, puisqu'effectuées par deux corps d'armée, qui doivent se dérouler en Bosnie-Herzégovine fin juin. François-Ferdinand et le général von Hötzendorf y assisteront. Comme le général Krobotin, ministre de la Guerre, s'est aussi rendu en Bosnie récemment, Hallier s'interroge. D'autant plus qu'il ne connaît pas le thème des manœuvres et n'a pas été invité à y assister contrairement aux usages habituels.¹¹ En outre des consignes très strictes ont été données pour rechercher les espions, et tous les étrangers sont interdits dans la zone de manœuvre. Ne s'agit-il pas de préparatifs de guerre ? Car « en cas de décision énergique de la part du Gouvernement autrichien, ces troupes pourraient être utilisées de suite. »¹² Remarquons qu'Hallier ne mentionne pas de situation particulièrement tendue en Bosnie ni les risques que pourraient courir les chefs militaires austro-hongrois en s'y rendant.

n'aurait pas terminé ses préparatifs avant 1916, et que ceux de la Russie dureraient davantage, de sorte qu'à moins de hasard malheureux, la guerre ne serait pas à craindre avant deux ans. Mais cette réserve relativement rassurante étant faite, on se trouve vraiment en présence d'une situation déplorable. » SHD/GR 7N1132, Note de l'attaché militaire à Vienne, « Les relations austro-russes », 2 mars 1914, p. 1.

⁹ Fromkin 2004, p. 313.

¹⁰ SHD/GR 7N1131, Rapport annuel sur les progrès de l'armée austro-hongroise en 1910, 15 février 1911.

¹¹ Il suppose que la manœuvre visera à défendre la Bosnie-Herzégovine contre une attaque supposée serbo-monténégrine.

¹² SHD/GR 7N1132, Note du 16 juin 1914.

Le 29 juin, lendemain de la tragédie de Sarajevo,¹³ l'attaché militaire adresse une longue note destinée à éclairer ses chefs sur une situation que personne alors ne juge d'une gravité exceptionnelle, mais dans laquelle il tente d'imaginer les conséquences prévisibles.

« Un jeune garçon sans génie, sans nom, a réduit à néant tous les efforts et calculs du futur empereur, du corps des généraux, de l'empereur d'Allemagne. » Sans approuver l'attentat, Hallier constate dans un premier temps que François Ferdinand était une menace pour la France et serait devenu un danger s'il était parvenu au trône. La Serbie jouit de sa sympathie car elle n'est pas inféodée à l'Allemagne, n'a pas de prince allemand à sa tête, à la différence de la Roumanie, de la Belgique, de l'Albanie et de la Hongrie.

La situation de l'Autriche-Hongrie est totalement changée, car François-Ferdinand était non seulement l'archiduc héritier mais l'inspecteur général des armées. Selon Hallier, ce crime politique a une origine intellectuelle : « L'archiduc personnifiait l'écrasement des Serbes, l'idée du groupement des slaves méridionaux, avec prédominance de l'élément croate, aidé de la coopération des éléments allemands et des musulmans acquis à l'Autriche, sous le sceptre des Habsbourg. »¹⁴ Il se trompe sur un point. Si François-Ferdinand était effectivement partisan de l'union des Slaves du sud, en revanche il n'appartenait pas au « parti de la guerre. »

L'attaché militaire s'interroge pour savoir si sa disparition va atténuer la mésintelligence existant depuis quelques temps entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il en doute et de plus, compte sur la future impératrice Zita, une Bourbon-Parme, pour éviter toute alliance germano-autrichienne préjudiciable à la France

Quand aux conséquences directes du double crime, l'attaché militaire signale que la loi martiale est proclamée en Bosnie-Herzégovine depuis l'attentat, mais nulle part il n'aborde la réponse internationale que devrait apporter le gouvernement austro-hongrois à l'assassinat du couple, ni un risque de guerre quelconque.

Les courriers suivants ne signalent aucun danger de guerre perceptibles. C'est ainsi qu'Hallier adresse ensuite à Paris un rapport sur la flottille du Danube et les constructions navales,¹⁵ puis le 2 juillet, s'il revient sur la mort de l'archiduc, c'est pour aborder son action de modernisation de l'armée. « L'horrible attentat de Sarajevo, le 28 juin dernier, vient de priver les armées et la Marine de leur commandant en chef... Au fur et à mesure de leur adoption, nous avons eu l'occasion d'indiquer et de faire ressortir les réformes et améliorations apportées à l'organisation militaire et maritime, pendant son commandement. L'Armée et la marine doivent lui être reconnaissantes de son influence, dont elles bénéficient déjà aujourd'hui ; les progrès qu'elles doivent subir encore pourront être considérés comme son œuvre. »

¹³ Le 28 juin, l'archiduc François Ferdinand a été assassiné, mais aussi son épouse la duchesse de Hohenberg.

¹⁴ SHD/GR 7N1132, Note de l'attaché militaire en Autriche, L'assassinat de l'Archiduc héritier, 29 juin 1914.

¹⁵ L'Autriche-Hongrie complète et renouvelle ses bateaux, construits de nouveaux ports d'attache. Son objectif est de disposer fin 1915 de 10 canonnières (de type Monitors) et de 16 patrouilleurs fluviaux. « En présence des projets de la Serbie, relatifs à la constitution d'une flottille fluviale, l'Autriche veut surtout conserver la supériorité sur son adversaire. Il est juste d'ajouter que cette supériorité peut être d'une grande utilité pour elle en cas de guerre avec la Serbie. » – Quant aux forces de haute mer, la construction de 4 nouveaux Dreadnought (cuirassés modernes) qui formeront la deuxième division a débutée. Deux navires devraient être lancés dès 1915, ainsi que le premier croiseur rapide classe K. SHD/GR 7N1132, Note de l'attaché militaire en Autriche, La flottille du Danube et les constructions navales, sans date.

Le 14 juillet, dans une nouvelle lettre, il tempère son point de vue. Certes l'armée austro-hongroise a fait de gros progrès depuis deux ans sous l'impulsion de François-Ferdinand, mais il ne faudrait pas pour autant tout lui attribuer. Se plaçant d'un point de vue français, il regrette finalement sa disparition car : « l'Archiduc semblait ne s'intéresser que très vaguement à la France. Mais en ce qui concerne nos intérêts, il suffit de signaler la satisfaction générale éprouvée dans les milieux militaires italiens pour en déduire que la mort de l'Archiduc François-Ferdinand supprime un chef qui aurait pu indirectement nous être utile. La haine de l'archiduc pour le peuple italien, son caractère violent auraient pu, malgré la surveillance et la volonté de l'empereur d'Allemagne, déterminer un conflit entre les deux peuples voisins, tout à l'avantage de la France. »¹⁶

Nous savons qu'un conseil de la Couronne se tient à Vienne le 7 juillet pour examiner la situation internationale et décider quelle réponse apporter à l'attentat.¹⁷ En fait, tous les gouvernements savent que ces meurtres ne peuvent rester impuni et s'attendent à une réaction énergique de l'Autriche-Hongrie : « La monarchie danubienne se serait elle-même rayée du nombre des grandes puissances si elle n'avait exigé aucune réparation pour cet assassinat, dont il fallait rechercher les causes dans la campagne d'agitation pan-serbe. »¹⁸

Hallier n'en dit mot. Il n'est donc pas au courant de la réunion ni *a fortiori* de ce qui s'est dit. Rien n'a transpiré. Il est vrai qu'à cette date, la tension n'est pas palpable en Europe. Même s'il signale à Paris qu'à la suite de l'attentat, l'opinion et la presse austro-hongroises ont demandé une enquête approfondie sur les causes de l'attentat et les militaires une action énergique, il précise aussitôt que « malgré cette campagne, aucune mesure militaire ne semble avoir été adoptée et un calme complet règne toujours au ministère de la Guerre et dans les bureaux de l'état-major général. Le ministre de la Guerre vient de prendre un congé de six semaines. Les deux ministres de la défense nationale d'Autriche et de Hongrie sont également en permission depuis quelques jours. Le chef d'état-major est en voyage dans le Tyrol. »¹⁹ Il n'y a qu'en Bosnie-Herzégovine où les congés de moissons, les permissions des généraux et officiers ont été supprimées, en somme peu de choses. Dans le reste de l'Autriche-Hongrie, l'armée n'est pas en état d'entrer en campagne. S'il vient à se produire une confrontation armée entre l'Autriche-hongrie et la Serbie, l'attaché militaire juge que les autres puissances européennes n'interviendront pas.²⁰

¹⁶ SHD/GR 7N1132, Lettre du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 14 juillet 1914.

¹⁷ Le conseil de la couronne arrête le fait que l'Autriche-Hongrie ne peut se contenter d'un succès diplomatique, même humiliant pour la Serbie. Il est préconisé de présenter à la Serbie des exigences qu'elle ne pourra que repousser, ce qui ouvrira la voie à une intervention militaire. Mais le premier ministre hongrois, Tisza n'est pas d'accord et menace de démissionner si une telle option est choisie. Finalement, le principe de l'envoi d'un ultimatum est retenu mais sans qu'aucune date ni un contenu précis soient arrêtés.

¹⁸ Cramon 1922. p. 13.

¹⁹ SHD/GR 7N1132, Lettre du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 16 juillet 1914.

²⁰ Dans les archives, on trouve une note de Hallier, sans doute de mi-juillet, où il indique : « Les milieux militaires austro-hongrois réclament le règlement de la situation. Cette question n'intéresse que l'Autriche. Une intervention européenne n'est pas à redouter : tous les états civilisés ne peuvent qu'approuver les observations énergiques de l'Autriche-Hongrie après l'horrible attentat de Sarajevo. Mais l'opinion de la presse européenne ne semble pas unanime.

Les journaux allemands laissent entendre que le gouvernement de Berlin appuierait les revendications de Vienne. L'Italie ne se prononce pas. La France et la Russie restent sur leurs positions et l'Angleterre conseille aux deux nations une solution pacifique. Telle est donc actuellement la situation de l'Autriche-Hongrie, situation toujours douteuse, et qui pourrait être même très inquiétante si un autre pays que la monarchie la vivait. » SHD/GR 7N1132, Note du lcl Hallier, sans date.

Un nouveau conseil de la couronne se tient le 19 juillet. Jusque là, François-Joseph a temporisé, cherché des preuves, réfléchi aux conséquences d'une guerre, car jusqu'à présent il n'a pas jamais très heureux chaque fois qu'il s'est décidé à entamer une campagne militaire. Mais le double meurtre de Sarajevo ne peut rester sans suite, l'honneur de la dynastie est en cause. Le conseil, y compris Tisza, s'accorde ce jour-là sur la teneur de l'ultimatum à adresser à la Serbie.

L'emballement, la guerre

Le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, adresse Le 22 juillet au baron de Giesl, ambassadeur austro-hongrois à Belgrade, l'ultimatum qu'il devra remettre aux Serbes le 23 après-midi. Les Serbes disposent de 48 heures pour répondre à partir du moment où il leur est communiqué.²¹ A compter de ce moment, la chronologie des événements a une importance cruciale et il est impossible de s'en détacher.

Le 24 juillet dans une note manuscrite au ministre de la Guerre Hallier constate que « la publication de la note à la Serbie donne satisfaction aux milieux militaires, qui espèrent enfin pouvoir intervenir. » L'attaché militaire précise que si le ministère de la Guerre austro-hongrois affirme qu'aucun ordre de mobilisation générale n'a été donné jusqu'alors, des plans sont prévus. En outre, des mesures de détail ont déjà été prises comme « l'interdiction à la presse de communiquer des renseignements militaires. »

Faisant référence à son rapport envoyé le 16 juillet 1914, il ajoute : « Effervescence dans les ministères militaires mais en même temps, absence de leurs postes des ministres militaires et du chef d'état-major général. Dans une période aussi critique, l'éloignement des affaires pouvait être considéré comme un indice de dispositions pacifiques. D'après de nouveaux renseignements, certains attribuent au découragement le départ en permission du chef d'état-major général au moment ou de nouveau l'occasion s'offrait à lui d'exécuter un de ses plans de campagne favoris contre la Serbie, il a rencontré l'inaction et les hésitations du gouvernement. »²²

Hallier « alerte sans alerter » car à cette époque, les états-majors de tous les pays ont dans leurs coffres des plans de mobilisation. De plus, les renseignements qu'il donne, s'ils sont exacts, apparaissent contradictoires. Ses chefs à Paris ne peuvent rien en déduire.

Le 25 juillet 1914, le gouvernement serbe décrète la mobilisation générale à 3 heures de l'après-midi, puis communique sa réponse à l'ultimatum à 5 h 58. Beaucoup de clauses sont acceptées mais les Serbes refusent d'accueillir des policiers austro-hongrois pour participer à l'enquête. Assez curieusement, Guillaume II qui prend connaissance de la réponse serbe, la trouve quasi suffisante pour qu'aucune guerre ne soit déclenchée. Cependant, la mobilisation générale serbe donne un mauvais signal à la communauté internationale.

Le 26 juillet, Hallier signale à Paris que « les opérations de la mobilisation partielle des armées austro-hongroises et de la Landsturm sont en cours d'exécution. » puis le len-

²¹ Déjà échaudé par des promesses non tenues, le gouvernement de la double monarchie exige que l'acceptation des points inscrits dans l'ultimatum soit publiée dans le Journal officiel serbe du 26 juillet.

²² SHD/GR 7N1132, Note du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 24 juillet 1914. A partir de cette date, la plupart des courriers sont des notes manuscrites, signe évident que Hallier n'a pas le temps de les mettre en forme et veut les transmettre le plus rapidement possible à Paris.

demain que « les milieux militaires austro-hongrois se vantent de l'appui de l'Allemagne ; l'attaché militaire allemand à Vienne ne peut cacher sa satisfaction. »²³

Ce jour-là le gouvernement austro-hongrois décide de déclarer la guerre à la Serbie. Cependant, Conrad s'oppose à sa notification immédiate car l'armée n'est pas prête. Ce n'est que le mardi 28 juillet à 11 heures que l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et ordonne la mobilisation partielle, uniquement face à ce pays, pariant que la Russie n'interviendra pas.

Pour Hallier, « le parti militaire autrichien a donc enfin triomphé et vigoureusement soutenu pas l'Allemagne, le gouvernement de Vienne n'a pas craint d'envoyer à la Serbie le 23 juillet dans une note demandant réponse dans les 48 h, note renfermant des conditions non réalisables pour l'honneur et la dignité d'un Etat indépendant.

Le vieil empereur a donc enfin cédé ; il s'est laissé entraîner en 1914 après avoir laissé échapper depuis 1909 des occasions meilleures pour l'Autriche-Hongrie. L'appui de l'Allemagne l'a sans doute déterminé à adopter cette solution de force...

Le vieil empereur s'est donc laissé entraîner après tous les malheurs politiques et internes qu'il a supportés dans sa longue vie. Il n'a pas craint d'affronter encore les hasards d'une campagne malgré les dures leçons du passé.

Dans la situation actuelle, les efforts de tous semblent être de vouloir localiser ce nouveau conflit austro-serbe.

L'armée austro-hongroise subira de grosses pertes durant cette campagne parce que le Serbe est décidé à lutter pour son indépendance ; mais libéré de toute autre menace et de toute autre attaque, si l'Europe admet la localisation du conflit, l'armée austro-hongroise, grâce à sa supériorité devrait finalement imposer ses conditions.»²⁴

A partir du 28 juillet, l'attaché militaire écrit quotidiennement à Paris afin que le ministre et le chef d'état-major disposent des informations les plus récentes : « L'Autriche-Hongrie serait sur le point de mobiliser 8 corps d'armée. L'effectif concentré à la frontière serbe sur pied de paix renforcé serait d'environ 400 000 hommes. On signale un mouvement considérable de trains militaires sur les lignes sud, sud-ouest, sud-est et même nord est de Budapest. Deux attaques simultanées seraient projetées l'une sur Belgrade, l'autre par la Bosnie vers Kragujevac, point de jonction des deux armées, pendant qu'un troisième corps d'armée occuperait le sandjak de Novi Bazar. Une partie de la flottille de torpilleurs a traversé Budapest descendant le Danube. »²⁵ L'attaché militaire se rend dans les gares de la capitale et identifie quelles unités sont mobilisées. Preuve que les dirigeants austro-hongrois pensent limiter ce conflit à une expédition punitive contre les Serbes, Hallier câble à Paris l'après-midi du même jour : « D'après l'attaché militaire bulgare, les Autrichiens après avoir tourné Belgrade n'entreraient pas dans cette capitale afin d'éviter un mouvement hostile en Russie ; ils se contenteraient de surveiller les communications de cette ville. Les attachés militaires à Vienne doivent être invités à suivre les opérations... »

²³ SHD/GR 7N1132, Note du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 26 et 27 juillet 1914.

²⁴ SHD/GR 7N1132, Brouillon de note du lcl Hallier au ministre de la Guerre, sans date mais écrit fin juillet 1914.

²⁵ SHD/GR 7N1132, Note-télégramme du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 28 juillet 1914.

Pendant ce temps la Russie accélère les opérations préparatoires à la guerre et passe du stade de mobilisation dans les quatre districts militaires frontaliers à l'Autriche-Hongrie à celui de mobilisation générale dans tout le pays, donc face à l'Allemagne. Pour tous les pays impliqués, « l'obsession de ne pas laisser l'adversaire prendre de l'avance dans ses préparatifs militaires devient la priorité. »²⁶

Hallier suit les événements heure par heure, et le 29 télégraphie au ministère : « En vu de faire face à toute menace russe et peut-être pour en imposer à Saint-Pétersbourg, le bruit court que le gouvernement autrichien aurait l'intention de décider le 30 juillet ou le 1^{er} août la mobilisation générale des armées austro-hongroises. Ce renseignement n'a pu jusqu'alors être vérifié. »²⁷ Il est pourtant vrai. L'Autriche-Hongrie, qui va être menacée à brève échéance sur sa frontière orientale, déclenche à son tour la mobilisation générale.²⁸ Désormais l'engrenage inexorable est en marche. François-Joseph, 84 ans, annonce à ses peuples sa décision le 29 juillet : « J'ai tout examiné et tout pesé ; c'est la conscience tranquille que je m'engage sur le chemin que m'indique mon devoir. »²⁹

Durant ses dix derniers jours de présence à Vienne, car l'état de guerre n'existera entre la France et l'Autriche-Hongrie qu'à compter du 12 août, Hallier continu de rencontrer ses contacts et même à se rendre au ministère de la Guerre.³⁰ Plus que jamais, il donne des renseignements purement militaires qui pourraient aider l'état-major français dans ses prises de décisions, et pour certains, être transmis à l'allié russe.³¹

Le 2 août il indique que « l'enthousiasme des premiers jours a diminué. La mobilisation serait terminée le 8 août. », puis ensuite il transmet à Paris des informations qui pourraient être lourdes de conséquences si elles étaient exactes : « Le bruit court depuis ce matin que le gouvernement autrichien aurait l'intention de diriger des troupes dans la direction de l'Alsace. Toutes ces indications ne peuvent être actuellement données que sous réserve. »³² Bien entendu Hallier cherche à creuser la question et active tout son réseau d'informateurs. Le lendemain il signale que des renseignements d'ordre privé confirment que le 14^e corps d'armée d'Innsbruck partirait pour l'Alsace, et rappelle que les officiers d'état-major autrichiens ont effectué chaque année une visite des champs

²⁶ *Bled* 2014 p. 88.

²⁷ SHD/GR 7N1132, Note-télégramme du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 29 juillet 1914.

²⁸ Jean-Jacques Becker précise que « contrairement à ce qui a été dit par la suite et que l'on a longtemps cru en France, ce fut donc la Russie qui lança la première l'ordre de mobilisation générale. L'Autriche ne riposta qu'avec un sensible décalage (dix-huit heures), en décrétant à son tour sa propre mobilisation, le 31 juillet. » *Becker* 2004. p. 187.

²⁹ *Wiener Zeitung* du 29 juillet 1914.

³⁰ « Les transports de concentration vers le sud ont commencé cette nuit. Les préparatifs de départ des états-majors sont poussés très activement. » SHD/GR 7N1132, Note-télégramme du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 30 juillet 1914.

« L'ordre de mobilisation générale vient d'être donné aux armées austro-hongroises. Tous les hommes de 19 à 42 ans sont appelés. J'ai eu connaissance de cet ordre au Ministère de la Guerre. » SHD/GR 7N1132, note-télégramme au ministre de la Guerre, 31 juillet 1914.

Hallier envoie un deuxième télégramme ce 31 juillet où il indique que l'Italie pourrait ne pas rester neutre et se rangerait aux côtés de l'Alliance, mais il juge ce renseignement obtenu auprès de l'état-major austro-hongrois tendancieux et à vérifier. Il ne se laisse donc pas intoxiquer.

³¹ « L'Etat-major austro-hongrois aurait l'intention en cas de guerre avec la Russie de diriger vers la Galicie une partie des corps d'armée déjà envoyés contre la Serbie et de ne laisser dans le sud que 4 corps d'armée, 10 divisions environ. » SHD/GR 7N1132, Note-télégramme du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 1^{er} août 1914.

³² SHD/GR 7N1132, note-télégramme du lcl Hallier au ministre de la Guerre, 4 août 1914.

de bataille de la guerre de 1870 près de Metz. Mais le 6, il doit avouer que s'il existe des indices, aucun faits tangibles ne les confirment. Au contraire, en raison de l'attitude de l'Italie, les troupes du Tyrol resteraient sur place. Tout cela est au conditionnel.

L'engrenage des alliances à embrasée l'Europe. L'attaché militaire adresse à Paris ses derniers courriers car il sait que la rupture entre la France et l'Autriche-Hongrie est proche.³³ Il ne peut plus obtenir d'informations du ministère de la Guerre austro-hongrois, même s'il circule encore librement. Son dernier télégramme du 9 août ne donne que des indications assez vagues sur les transports ferroviaires.

Conclusion

Le lieutenant-colonel Hallier est en poste à Vienne depuis 1910. Officier très compétent, il a pu jauger pendant quatre ans l'état de l'Empire et la valeur de son armée.

Après l'attentat de Sarajevo, il rappelle ce qu'il avait expliqué à maintes reprises, à savoir que l'archiduc François-Ferdinand avait notablement contribué à moderniser l'armée, qui n'est pas encore au niveau des armées allemandes et françaises mais a fait de gros progrès. Début juillet, il partage le sentiment général qui prévaut en Europe et ne voit pas poindre la menace d'une guerre générale. Surtout, il n'envisage pas que la France puisse être impliquée. Lors de l'envoi de l'ultimatum à la Serbie, il semble lui aussi croire que le conflit durera peu longtemps et restera limité à une 3^e guerre balkanique opposant l'Autriche-Hongrie d'un côté et la Serbie de l'autre. A condition que l'Europe laisse faire, ajoute-t-il prudent.

Lorsqu'on fait le bilan de ses comptes-rendus, non seulement des faits relatés mais aussi de ses interprétations, on peut raisonnablement affirmer que plus de 80 % sont exacts et parfaitement analysés. Les renseignements transmis étaient donc généralement fiables, objectifs, ni surévalués, ni amoindris, ni biaisés. S'il a classé à tort l'archiduc assassiné dans le camps des partisans de la guerre, il surtout commis une erreur de taille en affirmant que l'Autriche-Hongrie ne pourrait supporter un conflit long. Or les Austro-hongrois accepteront de grands sacrifices, s'adapteront et tiendront tête jusqu'au dénouement final à l'automne 1918 au-delà de tout ce qui avait pu être imaginé.

Le fait que l'attaché militaire français ait pu travailler librement et renseigner Paris jusqu'au dernier jour, est la preuve de la magnanimité austro-hongroise. Il reste à étudier si les renseignements transmis ont pu influencer notablement sur les décisions prises par les responsables français, civils et militaires...

³³ Dans sa note-télégramme au ministre de la Guerre du 8 août, Hallier indique que la presse signale que les forces austro-hongroises ont pénétré le 6 en territoire russe au nord de Cracovie, établissant la liaison avec les Allemands.

BIBLIOGRAPHIE

- Becker* 2004. *Becker, Jean-Jacques*: Le ‘Tonneau de poudre’ des Balkans, Collectif. In: Encyclopédie de la grande guerre 1914–1918. Paris, 2004.
- Bled* 2014. *Bled, Jean-Paul*: L’agonie d’une monarchie. Paris, 2014.
- Cramon* 1922. *Cramon, A. von, général*: Quatre ans au G.Q.G. austro-hongrois pendant la guerre mondiale. Paris, 1922.
- Fromkin* 2004. *Fromkin, David*: Le dernier été de l’Europe. Paris, 2004.
- Sarmant* 2002. *Sarmant, Thierry*: Les attachés militaires français et la dislocation de l’Empire austro-hongrois, 1870–1914. *Revue historique des armées*, 2002. n° 1.
- Thiériot* 2005. *Thiériot, Jean-Louis*: François Ferdinand d’Autriche, de Mayerling à Sarajevo. Paris, 2005.

Max Schiavon

1914 NYARÁNAK ESEMÉNYEI A BÉCSI FRANCIA KATONAI ATTASÉ SZEMSZÖGÉBŐL

Rezümé

Hallier alezredes, bécsi francia katonai attasé számos levelet küldött Párizsba az 1914-es nyári válság során a minisztérium és a vezérkar tájékoztatása céljából.

A közlemény először bemutatja, hogyan értékelték a francia tisztek az Osztrák–Magyar Monarchia helyzetét, majd elemzi a sarajevói merényletet követő reakciókat, végül pedig az események felpörgésének július végi időszakában váltott táviratokat tanulmányozza.

Ezek alapján megállapítható, hogy a Franciaországba továbbított információk megbízhatóak és objektívek voltak, és kevés volt bennük a tévedés.

Max Schiavon

EVENTS OF SUMMER 1914 AS SEEN THROUGH THE VIEWPOINT OF THE FRENCH MILITARY ATTACHÉ IN VIENNA

Abstract

Lieutenant Colonel Hallier, French military attaché in Vienna, sent numerous letters to Paris to inform the ministry and the general staff during the summer crisis in 1914.

After describing how French officers evaluated the situation of the Austro–Hungarian Monarchy, the paper analyses the reactions following the Assassination at Sarajevo, and finally discusses the telegraphs that were sent at the end of July when events started to speed up.

The study of the sources prove that the pieces of information sent to France were trustworthy and objective, and contained few mistakes.

Max Schiavon

DIE EREIGNISSE DES SOMMERS 1914 AUS DER SICHT DES FRANZÖSISCHEN
MILITÄRATTACHÉS IN WIEN

Resümee

Oberstleutnant Hallier, französischer Militärattaché in Wien, schickte während der Krise im Sommer 1914 zahlreiche Briefe nach Paris, um das Ministerium und den Generalstab zu informieren.

Die Studie stellt zunächst vor, wie die französischen Offiziere die Situation der Monarchie Österreich-Ungarn bewerteten, analysiert anschließend die Reaktionen im Anschluss an das Attentat von Sarajewo und studiert schließlich die Telegramme von Ende Juli, als sich die Ereignisse überschlugen.

Aufgrund dessen ist feststellbar, dass die nach Frankreich weitergeleiteten Informationen verlässlich und objektiv waren und nur wenige Irrtümer enthielten.

Макс Шиафон

СОБЫТИЯ ЛЕТА 1914-ОГО ГОДА С ТОЧКИ ЗРЕНИЯ ФРАНЦУЗСКОГО ВОЕННОГО
АТТАШЕ В ВЕНЕ

Резюме

Подполковник Галлиер, французский военный атташе в Вене, направлял ряд писем в Париж во время летнего кризиса 1914-ого года для того, чтобы информировать министерство и Генеральный штаб.

Публикация представляет впервые, как французские офицеры оценивали положение Австро-Венгерской Монархии, а затем анализирует реакции следующие за покушением в Сараево, а в конце изучает телеграммы отправленные в конце июля в период развития событий.

На основе этого можно сделать вывод, что сообщения направленные во Францию были достоверными и объективными, и лишь в немногих из них были ошибки.